

BOUTEFLIKA À PARTIR DE SÉTIF :

«La mission de ma génération est finie»

«A partir d'aujourd'hui, ma génération est finie.» C'est Abdelaziz Bouteflika qui parle. «Cinquante ans après l'indépendance, le rôle des moudjahidine, qui ont libéré le pays, est fini.» Il le répètera à trois reprises.

De notre envoyé spécial
à Sétif, Kamel Amarni

Comme prévu donc, Bouteflika a choisi une date symbolique, le 8 Mai, et un lieu qui s'y prête tout autant, Sétif, pour effectuer une ultime tentative de sauver «son» élection législative. La médiocrité effarante de la campagne électorale, qui s'est achevée, fera, en effet, que seul un «électrochoc» pourrait sauver la face à Bouteflika menacé, à travers l'élection de demain, d'un désaveu spectaculaire.

Et l'homme jettera toute son énergie, au prix d'un effort laborieux, pour haranguer la nation.

Et comme conseillé par son entourage immédiat, Bouteflika choisira la formule du «discours-meeting», prononcé dans une salle devant une foule de partisans. Ce qui lui permettra de nombreuses digressions qui lui donneront l'occasion d'interpeller directement les Algériens. «Comme j'ai eu à vous le dire auparavant, nous, c'est fini ! (tab djnanna, ndlr).»

Des voix fusent alors de la salle omnisports de Sétif. «Non ! ouahda rabaâ ! (quatrième mandat) » Ce à quoi Bouteflika répli-

quera par un dicton en arabe qui veut dire, en gros, «longue vie à celui qui connaît ses limites». En d'autres termes, il signifie qu'il n'ira pas au-delà de son actuel mandat. Mais il ne veut pas sortir par la petite porte. «Je vous ai déjà interpellés à partir d'Arzew (le 23 février dernier, ndlr) et à travers plusieurs de mes messages à propos de ces élections décisives et qui ne ressemblent en rien aux précédents rendez-vous électoraux. A chaque fois que je l'ai fait, ce n'est pas tant pour vous expliquer le programme de tel ou tel parti. Cela même si ma sensibilité politique à moi est de notoriété publique», s'écriera, dans une autre digression, celui qui est, par ailleurs, président du FLN. «Si je le fais, c'est pour appeler le peuple algérien, jeunes et moins jeunes, toutes catégories sociales et toutes tendances confondues, à créer un sursaut patriotique comme sait très bien le faire le peuple algérien à chaque fois que la conjoncture l'exige, en participant massivement au scrutin du 10 mai.»

Toute la préoccupation de Bouteflika est, en fait, résumée dans cette idée : le taux de participation, il le perçoit comme un véri-



Abdelaziz Bouteflika fait son mea-culpa.

table référendum pour ses réformes, et donc pour sa crédibilité même. A l'intérieur, mais surtout à l'extérieur du pays.

A plusieurs reprises, d'ailleurs, Bouteflika a insisté dans son discours de ce mardi, sur le risque d'une ingérence étrangère, qui ne relève plus, depuis janvier 2011, du domaine du discours populiste. «Par fidélité aux moudjahidine, à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour libérer le pays, à tous ceux aussi qui ont donné leur vie pour faire face au terrorisme, à leur tête les éléments de l'ANP (...) de

vous mobiliser en masse, filles et fils de l'Algérie pour réussir les élections du 10 mai. Pour déjouer tous les complots de l'étranger qui se trament contre notre pays.»

Usant toujours du même style direct dans lequel il excelle, Bouteflika utilisera son discours de quarante minutes pour frapper fort.

«Notre génération a failli»

«Nous venons d'enterrer le premier président de l'Algérie indépendante, le président Ben Bella. Et ce n'est qu'ici que j'ai

appris que la majorité d'entre vous ne le connaissent même pas ! Oui ! Qui est Krim, Abane, Zighoud, Ben Boulaïd ? C'est inadmissible de ne pas connaître ces grands dirigeants. Bon, vous connaissez peut-être Ben Boulaïd, parce que nous avons réalisé un film sur lui. Mais c'est grave de ne pas connaître Amirouche, Si El Haouès et tous les autres. Tout cela n'est pas de votre faute, mais bel et bien de celle de notre génération qui n'a pas su faire connaître l'Histoire de ce pays aux jeunes générations.»

Rarement un haut responsable à ce niveau-là n'a eu à faire un mea-culpa aussi net, au nom du régime quant à l'injustice qui a frappé l'Histoire de l'Algérie combattante et de ceux qui en étaient les principaux dirigeants. Ceci étant, Bouteflika revient à la charge et proclame «la fin de mission de la génération qui a libéré le pays». Il enchaîne en direction des jeunes générations «préparez-vous à prendre le relais. Nous, c'est fini». Mais ne disait-il pas la même chose, en 2005 déjà, lorsqu'il proclama, son deuxième mandat à peine entamé : «La légitimité révolutionnaire, c'est fini ! C'est fini ! C'est fini ! » ? Cela fait déjà sept ans au cours desquels il avait même révisé la Constitution pour s'ouvrir la voie à un troisième mandat...

K. A.

LÉGISLATIVES

L'abstention en vedette ?

C'est demain que les Algériens seront appelés à élire leurs représentants à l'Assemblée populaire nationale. Combien seront-ils à faire le déplacement ? C'est sans doute l'une des rares inconnues d'un scrutin qui risque de se dérouler dans l'indifférence totale.

Un seul objectif pour le pouvoir : contrer la tendance abstentionniste. Depuis des semaines, les ministres de la République, au mépris de toute déontologie, sont en campagne pour la participation. Chacun à sa manière, ils tentent de mobiliser un électoral potentiel qui a affiché une indifférence inédite à la campagne électorale. Tous les moyens sont bons, vaines promesses à l'image d'Ould Abbès qui promet de récompenser le corps médical auquel il est demandé de pousser les patients à aller voter ou culpabilisation, comme c'est le cas des imams qui ont décrété l'abstention haram sans que le ministre des Affaires religieuses ni même les deux commissions censées veiller au bon déroulement du scrutin les rappellent à l'ordre.

Le président de la République a dû lui aussi s'impliquer en multipliant les appels à une participation massive.

L'enjeu est de taille : il y va de la crédibilité de la consultation et au-delà du pouvoir qui ne cesse de donner des gages d'honnêteté. L'Algérie a, en effet, ouvert grandes ses portes aux observateurs étrangers, adopté des urnes transparentes, impliqué directement les magistrats pour balayer tout soupçon qui pourraient entacher les législatives. La campagne électorale aura été, de l'avis de la majorité des observateurs, morne et sans relief.

La pléthore de partis, présentée comme un signe d'ouverture, aura eu tout l'effet contraire. Des formations politiques au discours creux sont venues «renforcer» une scène politique qui avait besoin de décantation et non pas d'une succession de sigles.

Au lendemain de cette consultation, les Algériens risquent de découvrir une APN mosaïque où les rapports de force ne seront pas évidents.

Les députés qui y siégeront auront-ils plus de légitimité que ceux ayant siégé les cinq dernières années ? Rendez-vous au lendemain de la consultation. Le réveil risque d'être dur...

Nawal Imès

MÊME EN PÉRIODE ÉLECTORALE

La TV publique accorde plus de couverture au gouvernement qu'aux partis politiques

Le rapport préliminaire de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) relève non seulement un traitement inégal des acteurs politiques par la presse écrite publique, mais aussi une plus large couverture des activités du gouvernement par rapport aux partis politiques par la télévision publique.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), version Nourredine Bénissad, a publié, hier, son rapport préliminaire sur la couverture médiatique de l'événement électoral durant la période allant du 15 au 25 avril dernier. Il vise principalement à analyser la façon dont les médias, toutes catégories confondues, assurent un traitement indépendant, impartial, responsable et équitable.

Sont concernés neuf titres de la presse écrite publique et privée (*Echourouk, Ennahar, El Watan, El Khabar, Liberté, le Soir d'Algérie, le Quotidien d'Oran, Echaâb, El Moudjahid*), ainsi que trois chaînes de la Radio nationale (la Une, la Deux et la Trois), l'ENTV et les deux TV privées, en l'occurrence *Enahar* et *Echourouk*.

Le rapport souligne que même en période électorale, le temps accordé par la télévision publique aux partis politiques varie entre 0,50 et 3,93%, tandis que le gouvernement et le président de la République ont totalisé une couverture de 15,41 %.

Toutefois, le rapport précise que la télévision publique a enregistré une répartition relativement équilibrée de la couverture des acteurs politiques par



Le temps accordé aux partis varie entre 0,50 et 3,93%.

rapport aux autres médias (presse et radio) avec, cependant, une exclusion totale des partisans du boycott.

Concernant la presse écrite publique, le rapport relève un traitement inégal des acteurs politiques. Les partis du gouvernement jouissent d'une plus large couverture, à l'exemple du RND avec 8,30%, le FLN, 6,93 %, l'Alliance de l'Algérie verte, 4,94% alors que le FFS a eu droit à 1,91% de couverture et 20 autres partis politiques se partagent seulement 11,79 %. Il est aussi indiqué que le gouvernement a occupé plus de 20 % de l'espace et le président de la République occupe, à lui seul 5,27 %.

Absence totale du traitement de l'éducation électorale

S'agissant de la presse privée, le rapport fait savoir qu'elle a consacré ses colonnes à l'échelle de 77,90% aux activités relatives à la campagne électorale avec néanmoins une margi-

nalisation de la femme en tant qu'acteur politique avec un espace de 5,38% contre 79,50 d'espaces réservés aux hommes.

Le rapport souligne aussi une absence du journalisme d'investigation et de reportage durant cette période électorale dans la presse privée avec un taux de 0,73%, étant donné que les comptes rendus occupent le plus d'espace à l'échelle de 64,41%.

Enfin, il est à signaler que le rapport révèle une absence totale du traitement de l'éducation électorale au niveau des différents médias, toutes catégories confondues.

Sur ce chapitre, le président de la LADDH, M° Bénissad, explique que c'est dû en partie au peu d'intérêt accordé par l'administration et les partis politiques à la question, même si la presse n'a pas aussi fait l'effort d'aller dans ce sens. Le rapport final sera publié au courant du mois de juin.

M. M.